Journal officiel

des Communautés européennes

ISSN 0378-7060

L 287

42^e année

10 novembre 1999

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 2374/1999 de la Commission, du 9 novembre 1999, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes 1

★ **Règlement (CE) n° 2375/1999 de la Commission, du 9 novembre 1999, relatif à l'arrêt de la pêche de la langoustine par les navires battant pavillon du Danemark** 3

★ **Règlement (CE) n° 2376/1999 de la Commission, du 9 novembre 1999, relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée** 4

★ **Règlement (CE) n° 2377/1999 de la Commission, du 9 novembre 1999, fixant la norme de commercialisation applicable aux asperges** 6

★ **Règlement (CE) n° 2378/1999 de la Commission, du 9 novembre 1999, portant rectification du règlement (CE) n° 1282/1999 prévoyant l'octroi de l'indemnité compensatoire aux organisations de producteurs pour les thons livrés à l'industrie de transformation durant la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1998** 12

Règlement (CE) n° 2379/1999 de la Commission, du 9 novembre 1999, concernant la délivrance de certificats d'importation pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées 13

Rectificatifs

Rectificatif au règlement (CE) n° 2348/1999 de la Commission, du 3 novembre 1999, fixant les prix communautaires à la production et les prix communautaires à l'importation pour les œillets et les roses pour l'application du régime à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc ainsi que de Cisjordanie et de la bande de Gaza (JO L 281 du 4.11.1999) 14

1

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 2374/1999 DE LA COMMISSION
du 9 novembre 1999
établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission du 21 décembre 1994 portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1498/98 ⁽²⁾, et notamment son article 4 paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'importation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe.

- (2) En application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 10 novembre 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 1999.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 337 du 24.12.1994, p. 66.

⁽²⁾ JO L 198 du 15.7.1998, p. 4.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 9 novembre 1999, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

(EUR/100 kg)

Code NC	Code des pays tiers ⁽¹⁾	Valeur forfaitaire à l'importation
0702 00 00	052	117,2
	204	108,7
	999	113,0
0707 00 05	052	64,1
	628	134,8
	999	99,5
0709 90 70	052	67,1
	999	67,1
0805 20 30, 0805 20 50, 0805 20 70, 0805 20 90	052	48,2
	464	102,0
	999	75,1
	052	49,0
0805 30 10	388	55,9
	528	63,8
	600	78,6
	999	61,8
	052	152,9
0806 10 10	400	306,5
	999	229,7
	060	34,8
0808 10 20, 0808 10 50, 0808 10 90	400	77,3
	404	62,9
	804	23,6
	999	49,6
	052	87,4
0808 20 50	064	68,3
	400	89,3
	999	81,7
	052	87,4

⁽¹⁾ Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 2645/98 de la Commission (JO L 335 du 10.12.1998, p. 22). Le code «999» représente «autres origines».

RÈGLEMENT (CE) N° 2375/1999 DE LA COMMISSION**du 9 novembre 1999****relatif à l'arrêt de la pêche de la langoustine par les navires battant pavillon du Danemark**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CEE) n° 2847/93 du Conseil du 12 octobre 1993 instituant un régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2846/98 ⁽²⁾, et notamment son article 21, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) le règlement (CE) n° 48/1999 du Conseil du 18 décembre 1998 fixant, pour certains stocks et groupes de stocks de poissons, les totaux admissibles des captures pour 1999 et certaines conditions dans lesquelles ils peuvent être pêchés ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1619/1999 de la Commission ⁽⁴⁾, prévoit des quotas de langoustine pour 1999;
- (2) afin d'assurer le respect des dispositions relatives aux limitations quantitatives des captures d'un stock soumis à quota, il est nécessaire que la Commission fixe la date à laquelle les captures effectuées par les navires battant pavillon d'un État membre sont réputées avoir épuisé le quota attribué;
- (3) selon les informations communiquées à la Commission, les captures de langoustine dans les eaux des divisions CIEM II a (zone CE), IV (zone CE) par des navires battant

pavillon du Danemark ou enregistrés au Danemark ont atteint le quota attribué pour 1999; le Danemark a interdit la pêche de ce stock à partir du 25 septembre 1999; il convient dès lors de retenir cette date,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les captures de langoustine dans les eaux des divisions CIEM II a (zone CE), IV (zone CE) effectuées par les navires battant pavillon du Danemark ou enregistrés au Danemark sont réputées avoir épuisé le quota attribué au Danemark pour 1999.

La pêche de langoustine dans les eaux des divisions CIEM II a (zone CE), IV (zone CE) effectuée par des navires battant pavillon du Danemark ou enregistrés au Danemark est interdite, ainsi que la conservation à bord, le transbordement et le débarquement de ce stock capturé par ces navires après la date d'application de ce règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 25 septembre 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 1999.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 261 du 20.10.1993, p. 1.

⁽²⁾ JO L 358 du 31.12.1998, p. 5.

⁽³⁾ JO L 13 du 18.1.1999, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 192 du 24.7.1999, p. 14.

RÈGLEMENT (CE) N° 2376/1999 DE LA COMMISSION
du 9 novembre 1999
relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1835/1999 de la Commission ⁽²⁾, et notamment son article 9,

considérant ce qui suit:

- (1) afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature combinée annexée au règlement précité, il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement des marchandises reprises à l'annexe du présent règlement;
- (2) le règlement (CEE) n° 2658/87 a fixé les règles générales pour l'interprétation de la nomenclature combinée. Ces règles s'appliquent également à toute autre nomenclature qui la reprend, même en partie ou en y ajoutant éventuellement des subdivisions, et qui est établie par des réglementations communautaires spécifiques, en vue de l'application de mesures tarifaires ou autres dans le cadre des échanges de marchandises;
- (3) en application desdites règles générales, les marchandises décrites dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe du présent règlement doivent être classées dans les codes NC correspondants indiqués dans la colonne 2 et cela en vertu des motivations indiquées dans la colonne 3;
- (4) il est opportun que les renseignements tarifaires contraignants, donnés par les autorités douanières des États membres en matière de classement des marchandises dans la nomenclature douanière et qui ne sont pas conformes au droit établi par le présent règlement, puis-

sent continuer à être invoqués par leur titulaire pendant une période de trois mois, conformément aux dispositions de l'article 12, paragraphe 6, du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 955/1999 du Parlement européen et du Conseil ⁽⁴⁾;

- (5) les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité du code des douanes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les marchandises décrites dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe doivent être classées dans la nomenclature combinée dans les codes NC correspondants indiqués dans la colonne 2 dudit tableau.

Article 2

Les renseignements tarifaires contraignants, donnés par les autorités douanières des États membres qui ne sont pas conformes au droit établi par le présent règlement, peuvent continuer à être invoqués, conformément aux dispositions de l'article 12, paragraphe 6, du règlement (CEE) n° 2913/92, pendant une période de trois mois.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 1999.

Par la Commission

Frederik BOLKESTEIN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 256 du 7.9.1987, p. 1.
⁽²⁾ JO L 224 du 25.8.1999, p. 5.

⁽³⁾ JO L 302 du 19.10.1992, p. 1.
⁽⁴⁾ JO L 119 du 7.5.1999, p. 1.

ANNEXE

Désignation des marchandises	Code NC	Motivation
(1)	(2)	(3)
<p>Préparation alimentaire congelée se présentant sous forme d'une petite boule de viande, entourée de pâte, ouverte à la base, et de laquelle sort à l'opposé une partie de crevette. La pâte enrobe un mélange cuit de viande de poulet, d'oignons en morceaux et d'épices, ainsi que l'autre partie de la crevette.</p> <p>La composition du produit est la suivante (en pourcentage en poids):</p> <ul style="list-style-type: none">— viande de poulet: 48,2— crevette: 13,3— oignon: 9,7— pâte: 28,8. <p>Le produit est prêt à être consommé après cuisson dans l'huile ou dans la graisse.</p>	1602 32 30	<p>Le classement est déterminé par les règles générales 1 et 6 pour l'interprétation de la nomenclature combinée, la note 2 du chapitre 16, la note 1 a) du chapitre 19 et par le libellé des codes 1602, 1602 32 et 1602 32 30.</p> <p>Le produit constitue une préparation de viande, entourée d'une mince couche de pâte, au sens des notes explicatives du système harmonisé, code 1602, point 2. 3).</p>

RÈGLEMENT (CE) N° 2377/1999 DE LA COMMISSION
du 9 novembre 1999
fixant la norme de commercialisation applicable aux asperges

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1257/1999 ⁽²⁾, et notamment son article 2, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) les asperges figurent à l'annexe I du règlement (CE) n° 2200/96 parmi les produits pour lesquels des normes doivent être adoptées. Le règlement (CEE) n° 454/92 de la Commission fixant des normes de qualité pour les asperges ⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 888/97 ⁽⁴⁾, doit faire l'objet de multiples modifications. Afin d'assurer la clarté juridique, il y a lieu d'abroger le règlement (CEE) n° 454/92 et de procéder à une refonte de ladite réglementation. À cet effet, il convient, pour des raisons de transparence sur le marché mondial, de tenir compte de la norme recommandée pour les asperges par le groupe de travail de la normalisation des denrées périssables et du développement de la qualité de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU);
- (2) il est opportun de procéder à une simplification du système de calibrage des asperges afin de le rendre compatible avec l'évolution des conditions de production et de commercialisation, notamment les exigences des marchés de gros et des consommateurs. Cette simplification passe par l'assouplissement du tableau de calibrage des asperges par le diamètre ainsi que l'abaissement du diamètre minimal des asperges vertes et violettes/vertes à 3 millimètres. Ces modifications permettent la commercialisation des asperges vertes fines ainsi que des asperges de type «triguero», dans les mêmes conditions que l'ensemble des autres asperges;
- (3) l'application de ces normes doit avoir pour effet d'éliminer du marché les produits de qualité non satisfaisante, d'orienter la production de façon à satisfaire aux exigences des consommateurs et de faciliter les relations commerciales sur la base d'une concurrence loyale, en contribuant ainsi à améliorer la rentabilité de la production;

- (4) les normes sont applicables à tous les stades de la commercialisation. Le transport sur une grande distance, le stockage d'une certaine durée ou les différentes manipulations auxquelles les produits sont soumis peuvent entraîner certaines altérations dues à l'évolution biologique de ces produits ou à leur caractère plus ou moins périssable. Il y a lieu de tenir compte de ces altérations dans l'application des normes aux stades de commercialisation qui suivent le stade de l'expédition. Les produits de la catégorie «Extra» devant faire l'objet d'un triage et d'un conditionnement particulièrement soignés, seule doit être prise en considération, en ce qui les concerne, la diminution de l'état de fraîcheur et de turgescence;
- (5) les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des fruits et légumes frais,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

La norme de commercialisation applicable aux asperges, relevant du code NC 0709 20 00 figure à l'annexe.

La norme s'applique à tous les stades de la commercialisation, dans les conditions prévues au règlement (CE) n° 2200/96.

Toutefois, aux stades suivant celui de l'expédition, les produits peuvent présenter, par rapport aux prescriptions de la norme:

- une légère diminution de l'état de fraîcheur et de turgescence,
- pour les produits classés dans les catégories autres que la catégorie «Extra», de légères altérations dues à leur évolution et à leur caractère plus ou moins périssable.

Article 2

Le règlement (CEE) n° 454/92 est abrogé.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} janvier 2000.

⁽¹⁾ JO L 297 du 21.11.1996, p. 1.

⁽²⁾ JO L 160 du 26.6.1999, p. 80.

⁽³⁾ JO L 52 du 27.2.1992, p. 29.

⁽⁴⁾ JO L 126 du 17.5.1997, p. 11.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 1999.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

ANNEXE

NORME POUR LES ASPERGES

I. DÉFINITION DU PRODUIT

La présente norme vise les turions des variétés (cultivars) issues de l'*Asparagus officinalis* L., destinés à être livrés à l'état frais au consommateur, à l'exclusion des asperges destinées à la transformation industrielle.

Les turions d'asperges sont classés en quatre groupes selon leur coloration:

- 1) asperges blanches;
- 2) asperges violettes, le bourgeon devant revêtir une coloration rose à violette/pourpre et une partie du turion devant revêtir une coloration blanche;
- 3) asperges violettes/vertes, dont une partie revêt une coloration violette et verte;
- 4) asperges vertes, le bourgeon et la plus grande partie du turion devant revêtir une coloration verte.

Cette norme ne s'applique pas aux asperges vertes et aux asperges violettes/vertes d'un diamètre inférieur à 3 millimètres ni aux asperges blanches et aux asperges violettes d'un diamètre inférieur à 8 millimètres, présentées en bottes uniformes ou en emballages unitaires.

II. DISPOSITIONS CONCERNANT LA QUALITÉ

La norme a pour objet de définir les qualités que doivent présenter les asperges après conditionnement et emballage.

A. Caractéristiques minimales

Dans toutes les catégories, compte tenu des dispositions particulières prévues pour chaque catégorie et des tolérances admises, les turions doivent être:

- entiers,
- sains; sont exclus les produits atteints de pourriture ou d'altérations telles qu'elles les rendraient impropres à la consommation,
- exempts de dommages causés par un lavage inapproprié (les turions peuvent avoir été lavés mais non «trempés»),
- propres, pratiquement exempts de matières étrangères visibles,
- d'aspect et d'odeur frais,
- pratiquement exempts de parasites,
- pratiquement exempts d'attaques de parasites,
- pratiquement exempts de meurtrissures,
- exempts d'humidité extérieure anormale, c'est-à-dire suffisamment ressuyés s'ils ont été lavés ou refroidis à l'eau froide,
- exempts d'odeur et/ou de saveur étrangères.

La section pratiquée à la base doit être, autant que possible, nette.

En outre, les turions ne doivent être ni creux, ni fendus, ni épluchés, ni brisés. De petites fentes, survenues après la récolte, sont cependant tolérées à condition de ne pas dépasser les limites prévues au point IV A «Tolérances de qualité».

Les asperges doivent présenter un état tel qu'il leur permette:

- de supporter un transport et une manutention, et
- d'arriver dans des conditions satisfaisantes au lieu de destination.

B. Classification

Les asperges font l'objet d'une classification en trois catégories définies ci-après.

i) Catégorie «Extra»

Les turions classés dans cette catégorie doivent être de qualité supérieure, bien formés et pratiquement droits. Compte tenu des caractéristiques normales du groupe auquel ils appartiennent, leur bourgeon terminal doit être très serré.

Seules quelques très légères traces de rouille sur les turions sont admises, sous réserve qu'elles puissent être éliminées au pelage normal par le consommateur.

Dans le groupe des «asperges blanches», les pointes et les turions doivent être blancs; seule une légère teinte rose est tolérée sur les turions.

Les «asperges vertes» doivent être complètement vertes.

Aucune trace de lignification n'est admise dans cette catégorie.

La section pratiquée à la base doit être, autant que possible, perpendiculaire à l'axe longitudinal. Toutefois, pour parfaire la présentation, lorsque les asperges sont présentées en bottes, celles de la périphérie peuvent être coupées légèrement en biseau dont la hauteur ne dépasse pas 1 centimètre.

ii) Catégorie I

Les turions classés dans cette catégorie doivent être de bonne qualité et bien formés. Ils peuvent être légèrement courbés. Compte tenu des caractéristiques normales du groupe auquel ils appartiennent, leur bourgeon terminal doit être serré.

De légères traces de rouille sont admises, sous réserve qu'elles puissent être éliminées au pelage normal par le consommateur.

Dans le groupe des «asperges blanches», une légère teinte rose est admise sur les turions et sur les pointes.

Les asperges vertes doivent présenter une coloration verte sur au moins 80 % de leur longueur.

Dans le groupe des «asperges blanches», les turions ligneux sont exclus. Pour les autres groupes, des traces de lignification dans la partie inférieure sont admises sous réserve qu'elles puissent être éliminées au pelage normal par le consommateur.

La section pratiquée à la base doit être, autant que possible, perpendiculaire à l'axe longitudinal.

iii) Catégorie II

Cette catégorie comporte les turions qui ne peuvent être classés dans les catégories supérieures, mais correspondant aux caractéristiques minimales définies ci-dessus.

Par comparaison avec la catégorie I, les turions peuvent être moins bien formés, plus courbés et, compte tenu des caractéristiques du groupe auquel ils appartiennent, avoir le bourgeon terminal légèrement ouvert.

Des traces de rouille sont admises, sous réserve qu'elles puissent être éliminées au pelage normal par le consommateur.

La pointe des «asperges blanches» peut présenter une coloration, y compris une teinte verte.

La pointe des «asperges violettes» peut présenter une légère teinte verte.

Les «asperges vertes» doivent présenter une coloration verte sur au moins 60 % de leur longueur.

Les turions peuvent être légèrement ligneux.

La section pratiquée à la base peut être légèrement oblique.

III. DISPOSITIONS CONCERNANT LE CALIBRAGE

Le calibre est déterminé selon la longueur et le diamètre du turion.

A. Calibrage d'après la longueur

La longueur des turions doit être:

- supérieure à 17 centimètres s'il s'agit d'asperges longues,
- comprise entre 12 et 17 centimètres s'il s'agit d'asperges courtes,
- supérieure à 12 centimètres pour les asperges de catégorie II, présentées rangées non bottelées dans les colis,
- inférieure à 12 centimètres pour les pointes d'asperges.

La longueur maximale admise est de 22 centimètres pour les asperges blanches et les asperges violettes et de 27 centimètres pour les asperges vertes et les asperges violettes/vertes.

La différence maximale de longueur entre des turions présentés en bottes solidement maintenues ne doit pas dépasser 5 centimètres.

B. Calibrage d'après le diamètre

Le diamètre des turions est celui de la section prise au milieu de la longueur.

Le diamètre minimal et le calibrage sont fixés comme suit:

Asperges blanches et violettes

Catégorie	Diamètre minimal	Calibrage
«Extra»	12 millimètres	Écart maximal de 8 millimètres entre le turion le plus épais et le turion le moins épais dans un même colis ou une même botte
I	10 millimètres	Écart maximal de 10 millimètres entre le turion le plus épais et le turion le moins épais dans un même colis ou une même botte
II	8 millimètres	Pas d'homogénéité prescrite

Asperges violettes/vertes et vertes

Catégorie	Diamètre minimal	Calibrage
«Extra» et I	3 millimètres	Écart maximal de 8 millimètres entre le turion le plus épais et le turion le moins épais dans un même colis ou une même botte
II	3 millimètres	Pas d'homogénéité prescrite

IV. DISPOSITIONS CONCERNANT LES TOLÉRANCES

Des tolérances de qualité et de calibre sont admises dans chaque colis pour les produits non conformes aux exigences de la catégorie indiquée.

A. Tolérances de qualitéi) *Catégorie «Extra»*

5 % en nombre ou en poids de turions ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie I, ou exceptionnellement admis dans les tolérances de cette catégorie, ou présentant de légères fentes non cicatrisées survenues après la récolte.

ii) *Catégorie I*

10 % en nombre ou en poids de turions ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie II, ou exceptionnellement admis dans les tolérances de cette catégorie, ou présentant de légères fentes non cicatrisées survenues après la récolte.

iii) *Catégorie II*

10 % en nombre ou en poids de turions ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie ni aux caractéristiques minimales, à l'exclusion, toutefois, des produits atteints de pourriture ou de toute autre altération les rendant impropres à la consommation. En plus de cette tolérance, il est admis, dans une limite maximale de 10 % en nombre ou en poids, des turions creux ou des turions présentant de très légères fissures dues au lavage.

En aucun cas, les turions creux ne peuvent excéder 15 % en nombre ou en poids.

B. Tolérances de calibre

Pour toutes les catégories: 10 % en nombre ou en poids de turions ne répondant pas aux calibres identifiés et s'écartant des limites fixées, avec un écart maximal de 1 centimètre pour la longueur et de 2 millimètres pour le diamètre.

V. DISPOSITIONS CONCERNANT LA PRÉSENTATION**A. Homogénéité**

Le contenu de chaque colis, de chaque emballage unitaire ou de chaque botte dans un même colis doit être homogène et ne comporter que des asperges de même origine, qualité, groupe de coloration et calibre (dans la mesure où, en ce qui concerne ce dernier critère, un calibrage est imposé).

Néanmoins, en ce qui concerne la couleur, des turions de différents groupes de coloration peuvent être admis dans les limites suivantes:

- «asperges blanches»: 10 % en nombre ou en poids d'«asperges violettes» pour les catégories «Extra» et «I» et 15 % pour la catégorie II,
- «asperges violettes», «vertes» et «violettes/vertes»: 10 % en nombre ou en poids d'asperges d'une coloration différente.

En outre, en catégorie «II», les «asperges blanches» peuvent être présentées en mélange avec les «asperges violettes», sous réserve d'un marquage approprié.

La partie apparente du contenu du colis, de l'emballage unitaire ou de la botte doit être représentative de l'ensemble.

B. Présentation

Les asperges peuvent être présentées comme suit:

i) *En bottes solidement maintenues*

Les turions placés à l'extérieur de chaque botte doivent correspondre, par leur aspect et leur diamètre, à la moyenne de ceux qui la constituent.

En catégorie «Extra», les turions présentés en bottes doivent être de même longueur.

Les bottes doivent être rangées régulièrement dans le colis; chaque botte peut être protégée par du papier.

Dans un même colis, les bottes doivent être de même poids et de même longueur.

ii) *En emballages unitaires ou rangés non bottelés dans le colis*

C. Conditionnement

Les asperges doivent être conditionnées de façon à assurer une protection convenable du produit.

Les matériaux utilisés à l'intérieur du colis doivent être neufs, propres et d'une matière telle qu'ils ne puissent causer aux produits d'altérations externes ou internes. L'emploi de matériaux, et notamment de papiers ou timbres comportant des indications commerciales, est autorisé, sous réserve que l'impression ou l'étiquetage soient réalisés à l'aide d'une encre ou d'une colle non toxiques.

Les colis doivent être exempts de tout corps étranger.

VI. DISPOSITIONS CONCERNANT LE MARQUAGE

Chaque colis doit porter, en caractères groupés sur un même côté, lisibles, indélébiles et visibles de l'extérieur, les indications reprises ci-après.

A. Identification

Emballleur et/ou expéditeur: nom et adresse, ou identification symbolique délivrée ou reconnue par un service officiel. Toutefois, lorsqu'un code (identification symbolique) est utilisé, la mention «emballleur et/ou expéditeur (ou une abréviation équivalente)» doit être indiquée à proximité de ce code (identification symbolique).

B. Nature du produit

«Asperges» suivi de l'indication «blanches», «vertes», «violettes» ou «violettes/vertes», si le contenu n'est pas visible de l'extérieur et, le cas échéant, des qualificatifs «courtes», «pointes» ou «mélange blanches et violettes».

C. Origine du produit

Pays d'origine et, éventuellement, zone de production ou appellation nationale, régionale ou locale.

D. Caractéristiques commerciales

— Catégorie.

— Calibre indiqué:

a) pour les asperges soumises aux règles d'homogénéité, par les diamètres minimal et maximal;

b) pour les asperges non soumises aux règles d'homogénéité, par le diamètre minimal suivi du diamètre maximal ou de l'expression «et +».

— Nombre de bottes ou d'emballages unitaires pour le conditionnement sous cette forme.

E. Marque officielle de contrôle (facultative)

RÈGLEMENT (CE) N° 2378/1999 DE LA COMMISSION**du 9 novembre 1999****portant rectification du règlement (CE) n° 1282/1999 prévoyant l'octroi de l'indemnité compensatoire aux organisations de producteurs pour les thons livrés à l'industrie de transformation durant la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1998**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3759/92 du Conseil du 17 décembre 1992 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3318/94 ⁽²⁾, et notamment son article 18, paragraphe 6,

considérant ce qui suit:

- (1) par le règlement (CE) n° 1282/1999 de la Commission ⁽³⁾, l'indemnité compensatoire visée à l'article 18 du règlement (CEE) n° 3759/92 a été octroyée pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1998 à certaines organisations de producteurs pour les thons des espèces «germon» et «listao»; dans la version espagnole de ce règlement publiée au *Journal officiel des Communautés européennes*, la mention de l'espèce «patudo» est erronée et doit être remplacée par «atún blanco»; cette erreur n'étant pas immédiatement décelable par les opérateurs économiques concernés, il convient de procéder dès lors à une rectification du règlement en cause;
- (2) par ailleurs, en vertu de l'article 6 du règlement (CE) n° 142/98 de la Commission, du 21 janvier 1998, établissant les modalités d'application relatives à l'octroi de l'indemnité compensatoire pour les thons destinés à l'industrie de la transformation ⁽⁴⁾, la demande de versement de l'indemnité doit être introduite par les organisations de producteurs intéressées auprès des autorités nationales compétentes au plus tard dans les quarante-cinq jours qui suivent l'entrée en vigueur du règlement en cause, soit le 6 août 1999; cependant, en raison de

l'erreur non apparente figurant dans la version espagnole du règlement (CE) n° 1282/1999, certains opérateurs pourraient ne pas avoir introduit une demande de versement d'indemnité; par conséquent, il y a lieu de faire courir le délai de quarante-cinq jours à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement au cas où la demande de versement de l'indemnité n'aurait pas encore été introduite par les organisations de producteurs concernées;

- (3) les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des produits de la pêche,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Ne concerne que le texte en espagnol.

Article 2

Le délai de quarante-cinq jours visé à l'article 6, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 142/98 ne commencera à courir qu'à la suite de l'entrée en vigueur du présent règlement pour autant que la demande de versement de l'indemnité n'ait pas encore été introduite par les organisations de producteurs concernées.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 1999.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 388 du 31.12.1992, p. 1.

⁽²⁾ JO L 350 du 31.12.1994, p. 15.

⁽³⁾ JO L 153 du 19.6.1999, p. 40.

⁽⁴⁾ JO L 17 du 22.1.1998, p. 8.

RÈGLEMENT (CE) N° 2379/1999 DE LA COMMISSION**du 9 novembre 1999****concernant la délivrance de certificats d'importation pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 936/97 de la Commission, du 27 mai 1997, portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées et pour la viande de buffle congelée ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 134/1999 ⁽²⁾,

- (1) considérant que le règlement (CE) n° 936/97 prévoit en ses articles 4 et 5 les conditions des demandes et la délivrance des certificats d'importation des viandes visées en son article 2 point f);
- (2) considérant que le règlement (CE) n° 936/97 à son article 2 point f), a fixé à 11 500 t la quantité de viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées, originaires et en provenance des États-Unis d'Amérique et du Canada, pouvant être importées à des conditions spéciales pour la période du 1^{er} juillet 1999 au 30 juin 2000;
- (3) considérant qu'il y a lieu de rappeler que les certificats prévus par le présent règlement ne peuvent être utilisés

pendant toute leur durée de validité que sous réserve des régimes existant en matière vétérinaire,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Chaque demande de certificat d'importation, déposée du 1^{er} au 5 novembre 1999 pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées, visées à l'article 2, point f), du règlement (CE) n° 936/97 est satisfaite intégralement.
2. Des demandes de certificats peuvent être déposées, conformément à l'article 5 du règlement (CE) n° 936/97, au cours des cinq premiers jours du mois de décembre 1999 pour 5 036,050 t.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 11 novembre 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 1999.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO L 137 du 28.5.1997, p. 10.⁽²⁾ JO L 17 du 22.1.1999, p. 22.

RECTIFICATIFS

Rectificatif au règlement (CE) n° 2348/1999 de la Commission, du 3 novembre 1999, fixant les prix communautaires à la production et les prix communautaires à l'importation pour les œillets et les roses pour l'application du régime à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc ainsi que de Cisjordanie et de la bande de Gaza

(«Journal officiel des Communautés européennes» L 281 du 4 novembre 1999)

Page 66, à l'article 2, deuxième alinéa:

au lieu de: «Il est applicable du 3 au 23 novembre 1999.»

lire: «Il est applicable du 3 au 16 novembre 1999.»